



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général  
aux Affaires Départementales**

**Arrêté n°2026 SGAD/BE-054 en date du 13 mars 2026**

portant modification de l'arrêté préfectoral n°2005-D2/B3-008 du 28 février 2005 portant enregistrement d'une plateforme de traitement de matériaux située au lieu-dit « La Croix Milvaux » sur la commune de Mazerolles (86320), exploitée par la société Bailly, activité relevant de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

**AIOT n°0007204832**

**Le Préfet de la Vienne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du mérite**

**Vu** l'annexe III de la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**Vu** le décret du 6 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de monsieur Serge Boulanger, préfet de la Vienne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-SG-SGAD-016 du 8 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Murièle Boireau, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 mars 2022 ;

**Vu** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Vienne approuvé le 8 mars 2013 ;

**Vu** le plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Nouvelle-Aquitaine approuvé le 21 octobre 2019 ;

**Vu** le plan local d'urbanisme de la communauté de communes de Vienne et Gartempe approuvé le 10 octobre 2024 ;

**Vu** la demande d'enregistrement présentée le 14 février 2024 par la société Bailly dont le siège social est situé au lieu-dit « Pont de Lussac » 86320 Mazerolles (n°SIREN 326 880 432) pour une installation de traitement de matériaux située au lieu-dit « La Croix Milvaux » 86320 Mazerolles ;

**Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire en date du 12 juin 2025 ;

**Vu** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2005-D2/B3-008 du 28 février 2005 autorisant monsieur le directeur de la société Bailly-Frères à exploiter, sous certaines conditions, au lieu-dit « la Croix Milvaux », commune de Mazerolles, un établissement spécialisé dans le traitement de matériaux minéraux, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025 SGAD/BE-181 du 16 septembre 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**Vu** les observations du public recueillies entre le 27 octobre 2025 et le 25 novembre 2025 ;

**Vu** les observations du conseil municipal consulté ;

**Vu** le rapport du 2 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** les observations formulées par la société Bailly par courriel du 10 mars 2026 ;

**Considérant** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage naturel ;

**Considérant** que le prélèvement maximal en eau nécessaire à l'exploitation reste inchangé de l'ordre de 80 000 m<sup>3</sup>/an ;

**Considérant** que le débit du pompage d'appoint est réduit de 42 à 34 m<sup>3</sup>/h ;

**Considérant** que ces modifications ne conduisent pas à une incidence supplémentaire sur la ressource en eau ;

**Considérant** qu'en période de sécheresse, le prélèvement d'eau sera soumis aux arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau pris en déclinaison de l'arrêté cadre en vigueur définissant les zones d'alerte et les mesures de restriction ou de suspension provisoires des usages de l'eau pour le bassin versant hydrologique de la Vienne situé dans le département de la Vienne et de la Charente ;

**Considérant** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne justifie pas le basculement de la demande d'enregistrement en procédure d'autorisation environnementale ;

**Considérant** en conséquence qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédures de l'autorisation environnementale ;

**Sur** proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture du département de la Vienne ;

## ARRÊTE

### **Article 1 : Identification**

Les installations de la société Bailly, SIREN 326 880 432, représentée par monsieur Franck Tartarin, président, dont le siège social est situé au lieu-dit « Pont de Lussac » 86320 Mazerolles, faisant l'objet de la demande susvisée du 14 février 2024, sont enregistrées.  
Ces installations sont localisées au lieu-dit « la Croix Milvaux », sur le territoire de la commune de Mazerolles (86320).

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

### **Article 2 : Localisation**

L'installation est située sur la commune de Mazerolles, au lieu-dit « La Croix Milvaux » en section B selon le plan parcellaire en annexe du présent arrêté.

L'exploitant renonce à l'exploitation d'une partie de la surface autorisée par l'arrêté préfectoral n°2005-D2/B3-008 du 28 février 2005 susvisé. Le périmètre de la plateforme porte sur une surface totale de 11,3 ha tel que présenté sur le plan parcellaire annexé au présent arrêté.

### **Article 3 : Cessation partielle d'activité**

Les parcelles suivantes, comprises dans le périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral n°2005-D2/B3-008 du 28 février 2005 susvisé, font l'objet d'une cessation partielle d'activité :

Lieu-dit	Numéro de parcelle (section B)	Superficie autorisée (en m <sup>2</sup> )	Surface objet de la cessation d'activité (en m <sup>2</sup> )
La Croix Milvaux	815	1015	95
	816	990	170
	817	1010	195
	818	395	75
	819	3420	1380
	822	1060	425
	823	1760	540
	825	1185	295
	1761	2590	2590
	820	493	493
	821	1263	1263

824	1624	1624
1763	925	190
1887	25770	25770
1881	310	310
1886	3586	3586

Les surfaces cédées correspondent à :

- un plan d'eau, ancien bassin de pompage de l'installation « Bailly 2 » qui n'est plus utilisé (B 1761, B 1763 et B 815 à B 825, soit 9 335 m<sup>2</sup>) ;
- un bassin de décantation des boues (B 1881, B 1886 et B 1887, soit 29 666 m<sup>2</sup>) ;
- une surface cédée à la société Tartarin Béton Travaux, exploitante d'une centrale à béton (B 1931 et B 1933).

Le détail des secteurs autorisés par l'arrêté préfectoral n°2005-D2/B3-008 du 28 février 2005 susvisé, objets de la cessation partielle d'activité figure sur le plan parcellaire annexé au présent arrêté.

La réhabilitation définitive du plan d'eau et du bassin de décantation des boues est différée à la fin d'exploitation des installations du site.

À l'issue du remblaiement définitif, l'usage futur envisagé pour le bassin de décantation des boues est la production d'énergie électrique renouvelable à partir de panneaux photovoltaïques au sol. Les plans d'eau seront quant à eux conservés pour un usage naturel.

#### **Article 4 : Prescriptions modifiées**

L'arrêté préfectoral n°2005-D2/B3-008 du 28 février 2005 susvisé est ainsi modifié :

I – L'article 1.1 est remplacé comme suit :

« L'installation relève du régime de l'enregistrement, prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique Alinéa	Régime	Installations et activités concernées	Capacité
2515 1	E	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes  1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	721 kW dont - 365 kW pour Bailly 4 - 98 kW pour Bailly 6 - 188 kW pour le groupe mobile de concassage - 70 kW pour le filtre presse

Régime : E (enregistrement).

Les installations suivantes, non classées au titre de la nomenclature des ICPE, sont présentes sur le site :

Rubrique Alinéa	Régime	Installations et activités concernées	Capacité
2517	NC	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant inférieure à 5 000 m <sup>2</sup>	4 500 m <sup>2</sup>
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.  Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total	8 m <sup>3</sup>
4734-2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.  2. Pour les autres stockages, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant inférieure à 50 t au total	8,5 t

Régime : NC (non classé).

Les installations listées dans le tableau ci-dessous relèvent de l'article L. 241-1 du code de l'environnement (IOTA) et font partie de l'ICPE. Elles sont nécessaires à l'installation (connexité) ou leur proximité est de nature à en modifier notablement les dangers et inconvénients. Les installations listées dans le tableau ci-dessous relèvent du régime de l'autorisation IOTA, prévu à l'article L. 214-3 du code de l'environnement, au titre de la rubrique listée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Installations et activités concernées	Capacité autorisée
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	2 piézomètres : PZ1 (0,68714 ; 46,40957)  PZ2 (0,69168 ; 46,40854)
1.3.1.0	A	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitatives instituées, notamment au titre de l'article L.211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :  1° Capacité supérieure ou égale à 8 m <sup>3</sup> /h	60 m <sup>3</sup> /h

Régime : D (déclaration)

Les coordonnées des piézomètres sont exprimées en degrés décimaux dans le référentiel WGS84.

## II – L'article 3 est remplacé comme suit :

« Toutes les dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits au-delà d'une consommation de 5 m<sup>3</sup>/j.

Le prélèvement d'eau porte la référence Agence de l'eau n°7316 et la référence DDT n°900359.

Le prélèvement d'eau dans le milieu naturel est limité à un volume de 80 000 m<sup>3</sup> par an .

Le débit de pompage pour l'appoint en eau est fixé à 34 m<sup>3</sup>/h et ne doit pas dépasser 60 m<sup>3</sup>/h afin d'éviter un éventuel phénomène de rabattement de nappe à proximité du ruisseau « Le Goberté ».

Toute autre alimentation en eau des installations ne pourra provenir que d'un circuit fermé de recyclage des eaux de procédés.

Tout ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les installations de prélèvement dans le milieu naturel doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Les volumes prélevés font l'objet d'un suivi mensuel et sont portés dans un registre éventuellement informatisé. Un relevé de compteur est réalisé tous les 1<sup>er</sup> de chaque mois. Les relevés mensuels sont adressés au service eau de la DDT de la Vienne en fin d'année civile et, au plus tard, le 15 janvier de l'année suivante.

En période de sécheresse, le prélèvement d'eau est rattaché à l'indicateur de référence « station hydrométrique de Lussac Les Châteaux ». En cas d'arrêté préfectoral de restriction de niveau d'alerte ou alerte renforcée ou crise, l'exploitant réalise des relevés d'index de compteur tous les lundis de chaque semaine. Ces relevés hebdomadaires sont communiqués à la DDT de la Vienne dans le bilan de relevé d'index transmis en fin d'année civile. Le Préfet se réserve la possibilité de demander ces relevés hebdomadaires chaque semaine dans l'hypothèse d'une sécheresse nécessitant un suivi en temps réel des prélèvements d'eau.

Toujours en période de sécheresse, les volumes hebdomadaires prélevés seront réduits de 30 % au niveau d'alerte et de 50 % au niveau d'alerte renforcée. Au stade de la crise, les prélèvements seront interdits sauf dérogation à demander auprès de l'unité départementale de la DREAL Nouvelle-Aquitaine ou du service eau de la DDT de la Vienne. »

## III – L'article 71 est complété comme suit :

« La plage horaire d'activité du site s'étend entre 5 h et 22 h, du lundi au vendredi, en dehors des jours fériés. Afin d'obtenir une valeur représentative du niveau de bruit existant sur l'ensemble de la période de fonctionnement de l'activité, la mesure des niveaux de bruit en limite de propriété (niveau équivalent au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement) s'effectue pour chacune des périodes diurne (7h-22) et nocturne (5h-7h) dans les zones à émergence réglementée. Des mesures de niveau de bruit sont également effectuées au cours de la campagne d'intervention du groupe mobile, prévue tous les 4 ans pour une durée de 20 jours environ. »

## IV – L'article 2.5 est remplacé comme suit :

« En l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : renaturation.

Lorsqu'il procède à la cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations six mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues aux articles L.512-6-1, R.512-39-1 à R.512-39-4 et R.512-75-1 du code de l'environnement.

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement de telle manière que :

- l'ensemble des stocks sera évacué ;
- les installations de traitement seront démontées et évacuées, de même que les structures annexes (pont-bascule, cuves...).

L'aire ainsi dégagée fera l'objet d'un réaménagement naturel (semis de gazon rustique et plantations d'arbres en bosquets) Pour faciliter la pousse des plants, ils seront mis en place dans des trous remplis de terre végétale.

Les plans d'eau seront conservés »

### **Article 5. : Conformité au dossier d'enregistrement**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 12 février 2024 complétée.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables :

- arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n°2516 ou 2517 ;
- arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Aucun aménagement des prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés n'est accordé.

### **Article 6 : Délais et voies de recours (art L.514-6 du code de l'environnement)**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Poitiers (86 000) – 15 rue de Blossac :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte leur a été notifié ;
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **Article 7 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Mazerolles et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Mazerolles pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques « actions d'Etat – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles ») pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 8: Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, la maire de Mazerolles et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à la société Bailly ;

et dont une copie sera adressée à :

- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;
- madame le maire de Mazerolles.

Poitiers, le 13 mars 2026

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale

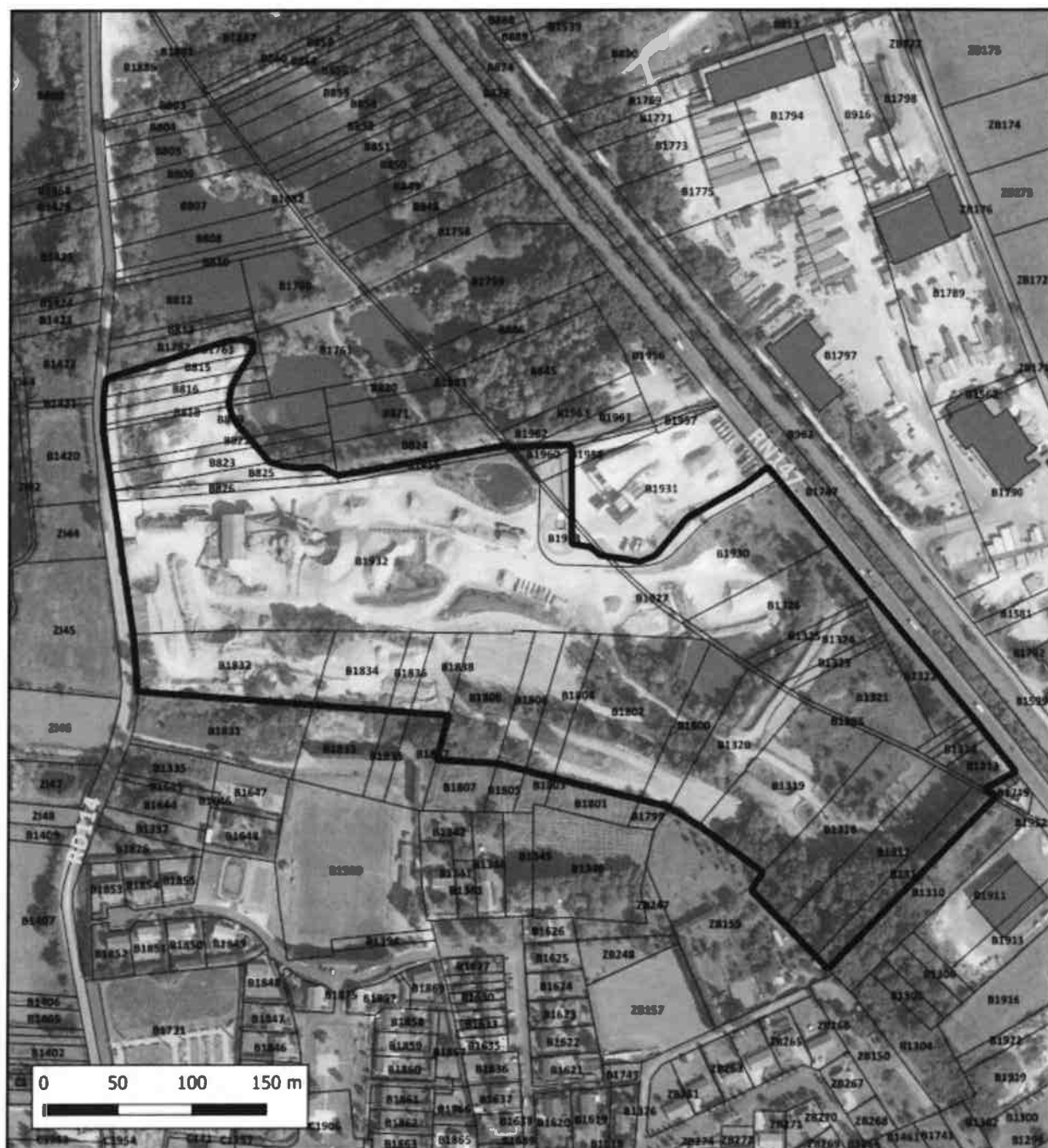


Murièle BOIREAU




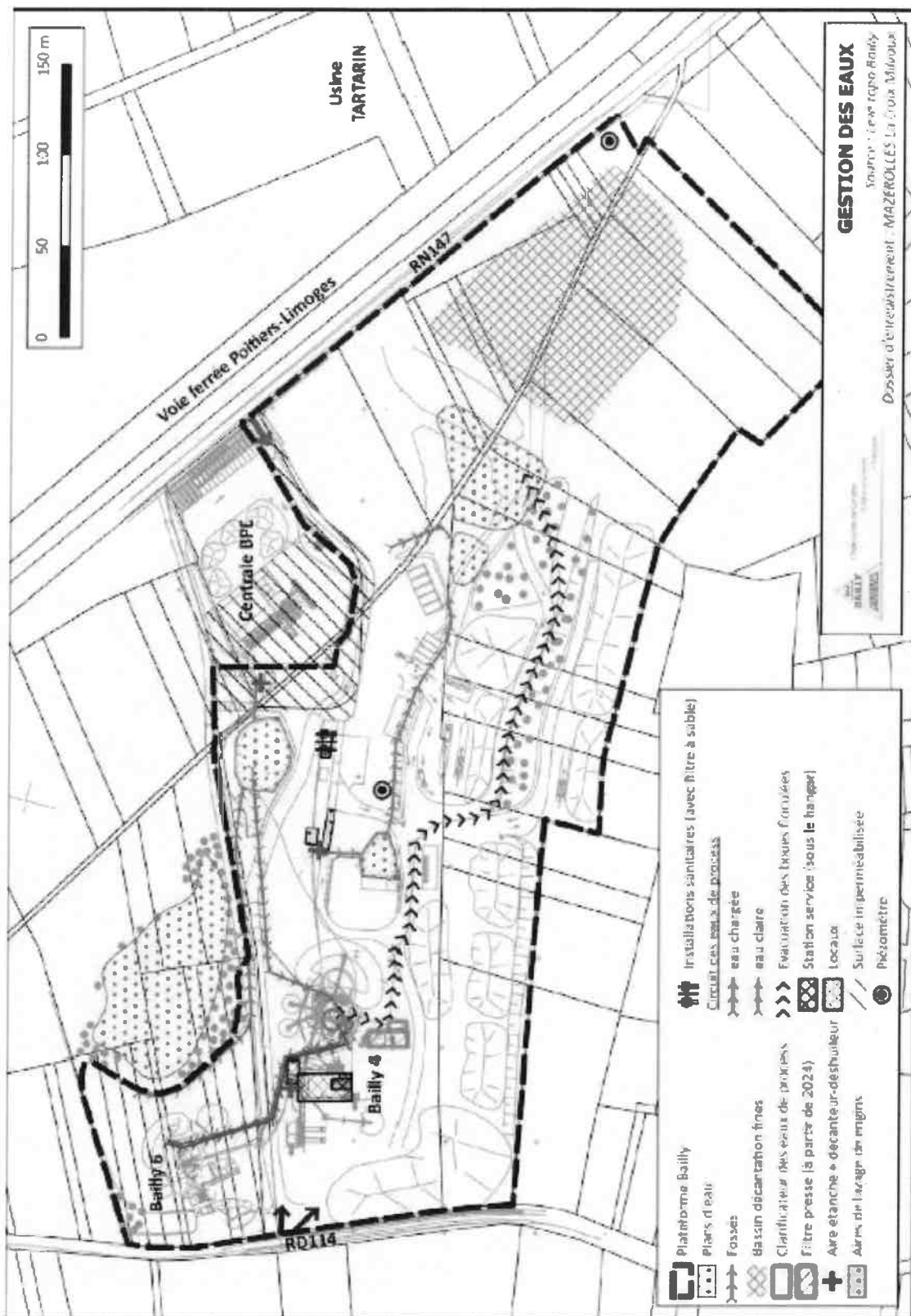
## ANNEXE :

Figure 4 : Plan parcellaire



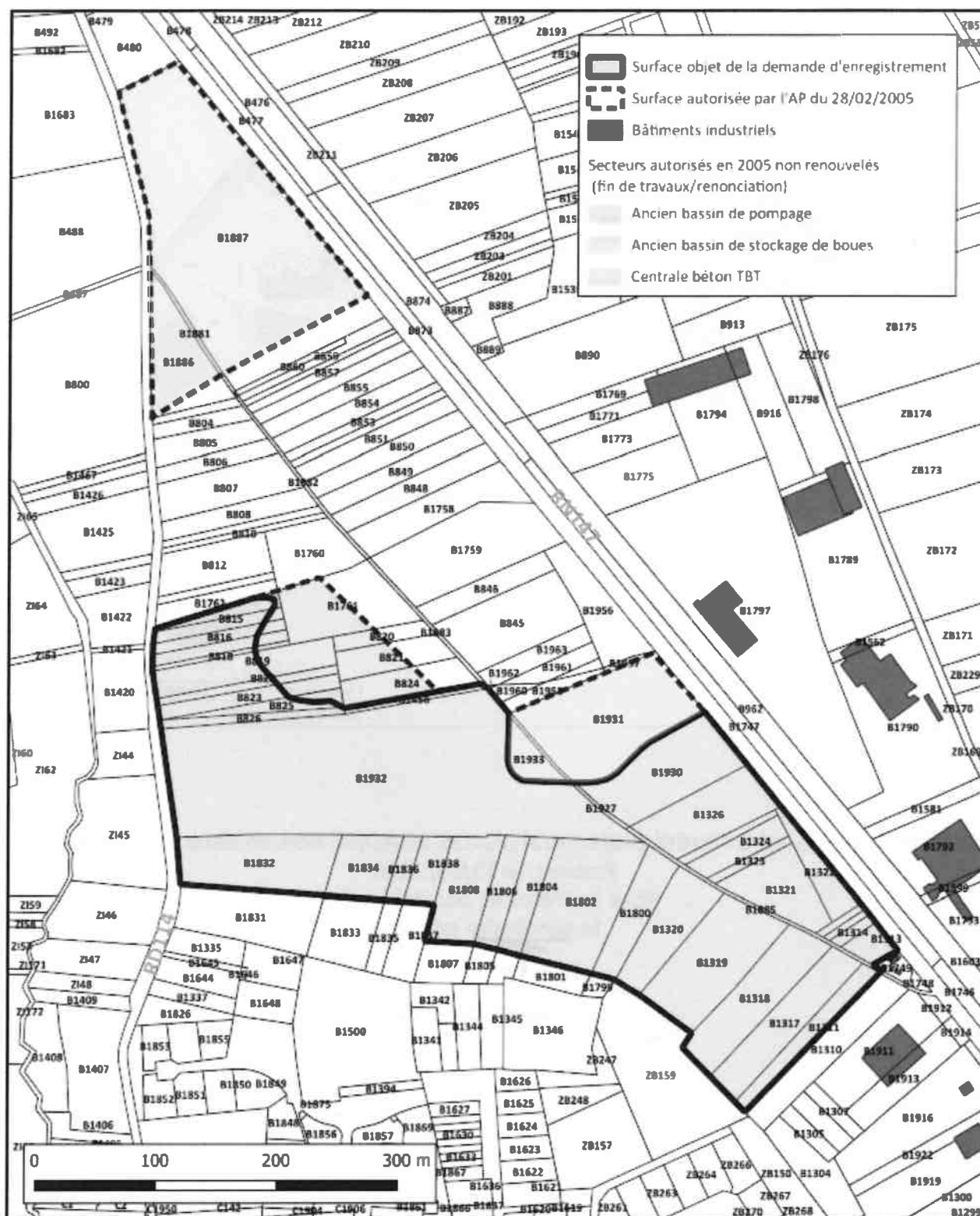
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2026 SGAD/BE-054 en date du 13 mars 2026  
Poitiers, le 13/03/2026  
Pour le Préfet et par délégation,  
la secrétaire générale

  
Murièle BOIREAU



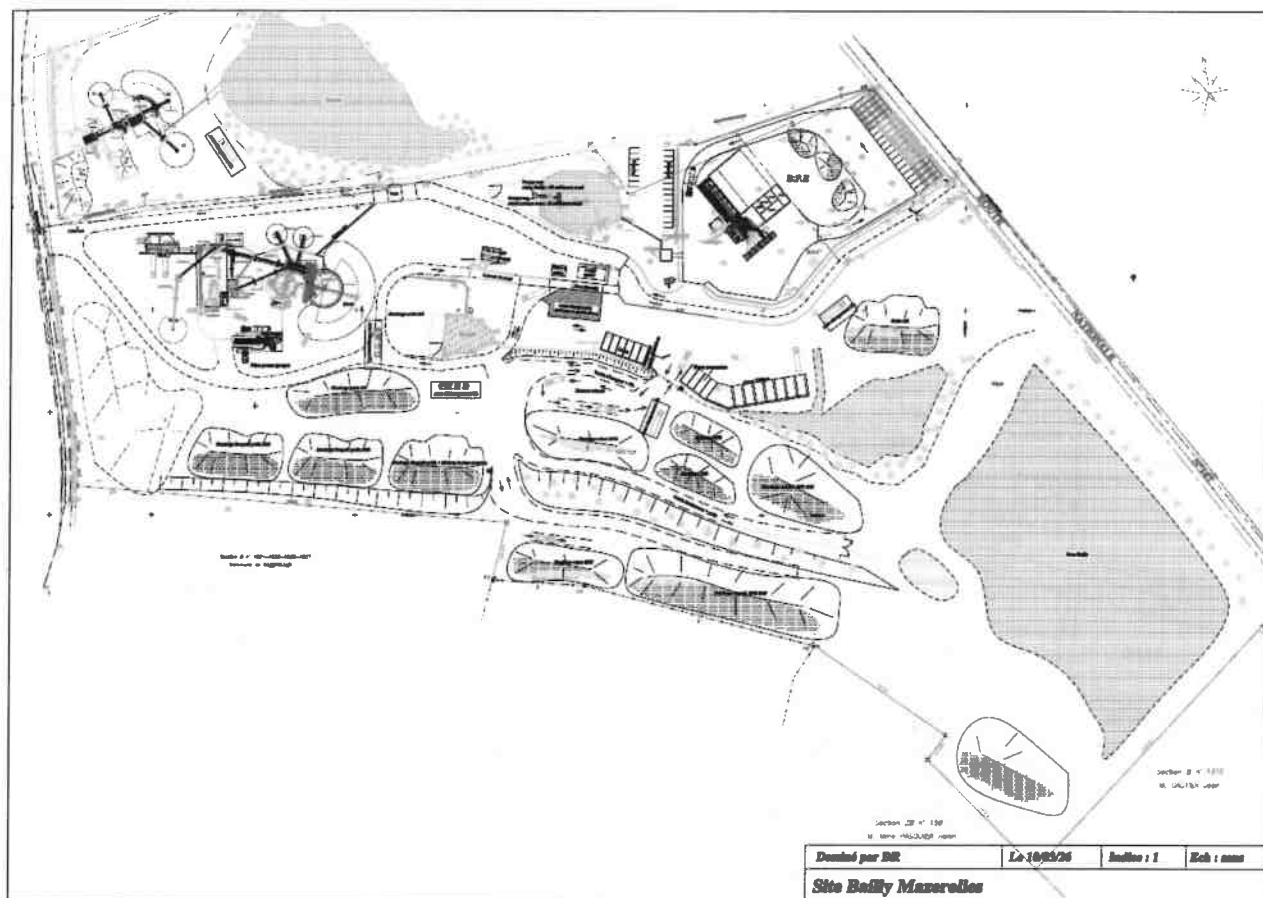
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2026 SGAD/BE-054 en date du 13 mars 2026  
 Poitiers, le 13/03/2026  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 la secrétaire générale

Murièle BOIREAU

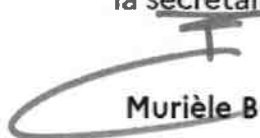


Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2026 SGAD/BE-054 en date du 13 mars 2026  
 Poitiers, le 13/03/2026  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 la secrétaire générale

  
 Murièle BOIREAU



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2026 SGAD/BE-054 en date du 13 mars 2026  
Poitiers, le 13/03/2026  
Pour le Préfet et par délégation,  
la secrétaire générale

  
Murièle BOIREAU